

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE LYON**

N° 2005819

SAS Chute de Chambaud

Mme Marine Flechet
Rapporteure

M. Marie Monteiro
Rapporteure publique

Audience du 20 janvier 2022
Lecture du 3 février 2022

27-02
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Lyon

2^{ème} chambre

Vu la procédure suivante :

Par une requête enregistrée le 19 août 2020 et trois mémoires complémentaires enregistrés les 13 juillet, 7 septembre et 13 octobre 2021 la société par actions simplifiée (SAS) Chute de Chambaud, représentée par la Sela Kaizen Avocat, demande au tribunal, dans le dernier état de ses écritures :

1°) d'annuler l'arrêté du 21 avril 2020 par lequel la préfète de l'Ardèche a renouvelé l'autorisation environnementale délivrée à la commune du Cheylard pour l'exploitation d'un barrage à usage de baignade ;

2°) d'enjoindre à la commune du Cheylard, à titre principal, de remettre le barrage qu'elle exploite dans son état initial en supprimant la rehausse et en le ramenant à sa longueur initiale de 34 mètres et, à titre subsidiaire, d'une part de procéder au curage annuel de l'ensemble des sédiments sur toute la longueur du remous, d'autre part de conclure avec elle une convention pour la réalisation de la maintenance de ces infrastructures en période d'étiage dans un délai d'un mois à compter du jugement à intervenir sous astreinte de 500 euros par jour de retard ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat et de la commune du Cheylard la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ainsi que les entiers dépens sur le fondement de l'article R. 761-1 du même code.

La société requérante soutient que :

- sa requête n'est pas tardive et est donc recevable ;
- la décision attaquée est entachée d'incompétence, en l'absence de délégation de signature au profit du signataire ; aucune délégation de signature n'est d'ailleurs visée par l'arrêté en cause ;
- la décision attaquée est entachée d'un vice de procédure, en l'absence d'une demande de renouvellement d'autorisation environnementale formée dans le délai et accompagnée de l'ensemble des éléments exigés par l'article R. 181-49 du code de l'environnement ;
- la décision attaquée est entachée d'un vice de procédure au regard de l'article L. 181-15 du code de l'environnement, les changements de circonstance de droit et de fait survenus postérieurement à la délivrance de l'autorisation du 30 juin 2010 imposant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale unique ;
- l'autorisation litigieuse est entachée d'erreur manifeste d'appréciation dès lors que l'exploitation du barrage n'est pas compatible avec les orientations fondamentales du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée 2016-2021 édictées aux articles 6A-05 et 6A-07 de ce document ; en tout état de cause, l'exploitation effectivement opérée par la commune du Cheylard du barrage est irrégulière dès lors que les prescriptions techniques prévues à l'article 6 de l'arrêté du 30 juin 2010 n'ont pas été respectées ;
- la décision attaquée est illégale dès lors qu'elle est fondée sur l'arrêté du 30 juin 2010 lui-même illégal pour les raisons suivantes :
 - l'autorisation initiale a été délivrée en 2010 pour la réhabilitation d'un ancien site de baignade pourtant illégalement créé de 1978 à 1980 puis abandonné durant plusieurs années ;
 - cette autorisation initiale porte atteinte à la continuité écologique du cours d'eau, le barrage se comportant comme un piège à sédiments ;
 - l'autorisation initiale a été prise à la suite d'une procédure irrégulière dès lors que le commissaire enquêteur a émis des réserves qui n'ont jamais été levées et que l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'a pas été rendu en toute objectivité ;
 - en l'absence d'identification du propriétaire de l'ouvrage au 30 juin 2010, le préfet ne pouvait légalement autoriser l'exploitation de ce dernier sans entacher sa décision d'erreur manifeste d'appréciation et sans mettre en œuvre la procédure prévue par l'article R. 214-27 du code de l'environnement.

Par un mémoire enregistré le 3 mai 2021, le préfet de l'Ardèche conclut au rejet de la requête.

Le préfet soutient que les moyens de la société Chute de Chambaud ne sont pas fondés.

Par deux mémoires enregistrés les 13 janvier et 3 août 2021, la commune du Cheylard, représentée par la SELARL Cabinet Champauzac, conclut au rejet de la requête et à ce que la somme de 3 000 euros soit mise à la charge de la SAS Chute de Chambaud en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

La commune du Cheylard soutient qu'aucun des moyens soulevés par la société requérante n'est fondé.

Par ordonnance du 18 octobre 2021, la clôture d'instruction a été fixée au 2 novembre 2021 à 16h30.

En application de l'article R. 613-1-1 du code de justice administrative, la commune du Cheylard et le préfet de l'Ardèche ont été invités le 22 novembre 2021 à produire des pièces pour compléter l'instruction.

Une pièce a été transmise en réponse à cette mesure d'instruction le 22 novembre 2021 par la commune du Cheylard et le 24 novembre suivant par le préfet de l'Ardèche, seule la pièce transmise par la commune du Cheylard ayant été communiquée.

Vu :

- l'arrêté attaqué ;
- les autres pièces des dossiers ;

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Madame Flechet,
- les conclusions de Mme Monteiro, rapporteure publique,
- les observations de Me Tschanz, représentant la société Chute de Chambaud
- et les observations de Me Lavis, représentant la commune du Cheylard.

Considérant ce qui suit :

1. La Société Chute de Chambaud est propriétaire et exploite une microcentrale hydroélectrique située sur la rivière l'Eyrieux sur le territoire de la commune du Cheylard en amont d'un barrage implanté sur les parcelles cadastrées section OA n° 88, OF n° 519 et n° 515. L'exploitation de ce barrage à usage de baignade a été autorisée par le préfet de l'Ardèche le 30 juin 2010 pour une durée expirant le 30 juin 2020. Par un arrêté du 21 avril 2020 dont la société Chute de Chambaud demande l'annulation, la préfète de l'Ardèche a délivré à la commune du Cheylard une autorisation environnementale accordant le renouvellement de cette exploitation pour une durée de dix années.

Sur les conclusions d'annulation :

2. Aux termes de l'article R. 181-49 du code de l'environnement dans sa version alors applicable : *« La demande de prolongation ou de renouvellement d'une autorisation environnementale est adressée au préfet par le bénéficiaire deux ans au moins avant la date d'expiration de cette autorisation. / La demande présente notamment les analyses, mesures et contrôles effectués, les effets constatés sur le milieu et les incidents survenus, ainsi que les modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation. / Cette demande est soumise aux mêmes formalités que la*

demande d'autorisation initiale si elle prévoit d'apporter une modification substantielle aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés. ».

3. En l'espèce, il résulte de l'instruction que la demande de renouvellement d'autorisation environnementale reçue en préfecture le 10 février 2020, qui se borne à indiquer sans précision que des travaux ponctuels de curage du bassin avec remise des sédiments en aval du barrage ont été opérés les précédentes années, ne comporte pas les éléments d'analyse, mesures et contrôles éventuellement effectués. De même, cette demande ne comprend ni la description des effets constatés sur le milieu ni aucune précision sur des incidents éventuellement survenus au cours de l'exploitation du barrage en cause. Enfin, elle ne fait pas plus état des modifications envisagées compte tenu de ces informations ou des difficultés rencontrées dans l'application de l'autorisation délivrée le 30 juin 2010. Dès lors, la demande à laquelle a fait droit l'acte attaqué ne contenait pas l'ensemble des éléments exigés par l'article R. 181-49 du code de l'environnement. Ainsi, et alors, au surplus, que le barrage impacte lourdement les transferts de sédiments et que des curages ont été réalisés à plusieurs reprises, la préfète de l'Ardèche, qui ne disposait que d'une demande de renouvellement particulièrement lacunaire, n'a pas été mise à même de se prononcer dessus en toute connaissance de cause, spécialement au regard des impacts de l'ouvrage sur la ressource en eau et les milieux aquatiques. Ce vice de procédure est de nature à avoir influencé, en l'espèce, le sens de la décision attaquée.

4. Compte tenu du vice retenu, aucune mesure de régularisation en application de l'article L. 181-18 du code de l'environnement n'apparaît ici justifiée.

5. En conséquence, et sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens soulevés, la société requérante est fondée à demander l'annulation de l'arrêté du 21 avril 2020.

Sur les conclusions à fin d'injonction sous astreinte :

6. Eu égard au motif d'annulation qui fonde le présent jugement, et alors qu'aucun des autres moyens soulevés n'est susceptible d'emporter l'annulation de l'arrêté attaqué du 21 avril 2020, le présent jugement n'implique ni qu'il soit enjoint à la commune du Cheylard de remettre le barrage qu'elle exploite dans son état initial ni qu'il soit enjoint à cette même collectivité de procéder au curage annuel de l'ensemble des sédiments ou de conclure une convention pour la réalisation de la maintenance de cet ouvrage en période d'été. Par conséquent, les conclusions à fin d'injonction sous astreinte ne peuvent qu'être rejetées.

Sur les frais de l'instance :

7. En premier lieu, il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce et en application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, de mettre à la charge de l'État et de la commune du Cheylard, le versement à la société Chute de Chambaud d'une somme globale de 1 400 euros au titre des frais exposés par elle et non compris dans les dépens. En revanche, la société requérante n'étant pas la partie perdante dans la présente instance, ces mêmes dispositions font obstacle à ce qu'il soit fait droit aux conclusions présentées par la commune du Cheylard sur ce même fondement.

8. En second lieu, aucun dépens n'ayant été engagé dans la présente instance, les conclusions présentées par la société Chute de Chambaud sur le fondement de l'article R. 761-1 du code de justice administrative doivent être rejetées.

DÉCIDE :

Article 1^{er} : L'arrêté du préfet de l'Ardèche du 21 avril 2020 est annulé.

Article 2 : L'État et la commune du Cheylard verseront à la société Chute de Chambaud la somme globale de 1 400 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à la société Chute de Chambaud, à la ministre de la transition écologique et à la commune du Cheylard.

Copie en sera adressée au préfet de l'Ardèche.

Délibéré après l'audience du 20 janvier 2022, à laquelle siégeaient :

M. Vincent-Marie Picard, président,
Mme Karen Mège Teillard, première conseillère.
Mme Marine Flechet, première conseillère.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 3 février 2022.

La rapporteure,

Le président,

M. Flechet

V.-M. Picard

La greffière,

A. Baviera

La République mande et ordonne à la ministre de la transition écologique, en ce qui la concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
Un greffier